

# Interview de M. François Hollande, Président de la République, dans le quotidien péruvien "La Republica" du 23 février 2016, sur les relations franco-péruviennes et sur l'Union européenne face à la crise des réfugiés.

JOURNALISTE :

Que signifie pour vous cette visite d'Etat au Pérou, la première d'un Président français depuis celle du Général de Gaulle ?

LE PRESIDENT :

C'est vrai que la dernière visite officielle d'un Président de la République française au Pérou remonte à plus de 50 ans. C'était lors d'une tournée en Amérique du Sud du Général de Gaulle. Pourtant, les liens entre le Pérou et la France n'ont cessé de se renforcer et la relation entre nos deux pays est aujourd'hui plus dense et plus riche qu'elle ne l'a jamais été.

J'ai reçu à quatre reprises le Président Humala à Paris depuis 2012. Et nous avons pu agir ensemble contre le changement climatique, avec la COP20 de Lima et la COP21 à Paris. Ce succès doit beaucoup à la mobilisation que nos deux pays ont su créer autour de cet enjeu fondamental.

JOURNALISTE :

Comment voyez-vous la coopération bilatérale sur le plan de l'éducation, de la culture et de l'économie ? Comment la faire fructifier davantage ?

LE PRESIDENT :

Nos échanges commerciaux bilatéraux ont ainsi connu une progression importante en 2015 puisqu'ils ont augmenté de 30%. Les investissements français se multiplient dans les domaines de l'eau et de l'assainissement, des transports urbains, de l'électricité ainsi que des hydrocarbures. Les groupes français emploient plus de 15 000 personnes au Pérou.

Une délégation d'entreprises m'accompagne dans mon déplacement et notre objectif est que certaines d'entre elles viennent rejoindre les quelque 80 sociétés françaises qui disposent déjà d'une filiale au Pérou. L'ouverture à Lima en 2014 d'un bureau de l'Agence française de développement permettra d'accompagner le financement de ces projets.

Les autorités péruviennes ont fait au cours des dernières années un effort significatif dans le domaine de l'éducation et de l'enseignement supérieur. La France appuie le programme « Beca 18 ». Le Ministre de l'éducation Jaime Saavedra a ainsi rencontré en novembre dernier son homologue, Najat Vallaud-Belkacem, et leurs échanges ont permis d'accélérer la négociation de certains accords qui seront signés dans le cadre de ma visite.

Enfin, la richesse, la diversité et le rayonnement des cultures de nos deux pays sont un vecteur de rapprochement entre nos deux peuples. L'exposition « L'Inca et le Conquistador » organisée en 2015 à Paris, au Musée du quai Branly, a été un grand succès et la France est fière d'avoir été l'invitée d'honneur du Salon du Livre de Lima, l'an dernier. J'aurai pour ma part l'occasion d'inaugurer durant ma visite, aux côtés du Président Humala et de la ministre Diana Álvarez-Calderón, l'exposition « La France », présentée par le photographe Raymond Depardon. Enfin, l'uvre de Mario Vargas Llosa sera très bientôt rééditée dans la prestigieuse bibliothèque de la

Pléiade.

JOURNALISTE :

S'agissant de la coopération environnementale, comment se positionne la France, qui semble être pionnière dans le domaine des énergies renouvelables, de l'économie d'énergie, de la protection des forêts et des espèces protégées ?

LE PRESIDENT :

La France a eu la responsabilité d'accueillir, en décembre dernier, la Conférence sur le climat (COP21). Je suis très reconnaissant, au Président Humala de son appui constant, et au Ministre Pulgar-Vidal de son implication pour faire émerger un consensus.

Le défi, maintenant, c'est la mise en œuvre de l'Accord de Paris, qui sera signé le 22 avril prochain à New York. La France se tiendra aux côtés des autorités péruviennes pour la réduction des émissions de gaz à effet de serre et pour la lutte contre la déforestation.

JOURNALISTE :

Il y aurait plus d'un millier d'étudiants péruviens boursiers en France. Comment faire pour augmenter ce chiffre ?

LE PRESIDENT :

Il y a en effet 1000 étudiants péruviens qui suivent actuellement des études supérieures dans un établissement français.

Nous mettons d'abord l'accent sur l'enseignement de la langue française, par l'intermédiaire du réseau des Alliances Françaises, au nombre de sept et qui accueillent en moyenne 17 000 étudiants par an. C'est une des premières Alliances dans le monde.

Le second outil est l'accord de reconnaissance mutuelle des diplômes qui sera signé dans le cadre de ma visite.

JOURNALISTE :

Concernant la question des réfugiés syriens, quelle politique entendez-vous mener face à ce drame auquel l'Europe fait face ?

LE PRESIDENT :

L'Europe fait face à une crise humanitaire sans précédent. L'enjeu c'est le respect des principes sur lesquels elle est fondée et la préservation de sa cohésion. Mais c'est aussi un enjeu mondial puisqu'il y a actuellement 60 millions de personnes déplacées dans le monde.

La France agit avec trois priorités.

D'abord l'accueil des réfugiés à qui nous devons la protection la France s'est ainsi engagée à accueillir 30 000 personnes sur deux ans.

Ensuite le renforcement de l'aide humanitaire dans les pays voisins de la Syrie.

Enfin, le contrôle des frontières extérieures de l'Union européenne pour que nous puissions maîtriser les flux et accueillir ceux qui ont besoin de notre protection.